

## Notes

## (1) Documents

Chambre des représentants :

Session 2004-2005 - 51-1599

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Avis de la Commission de la protection de la vie privée

N° 3 : Amendements

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte adopté par la commission.

N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

Compte rendu intégral : 3 mars 2005

Documents

Sénat :

Session 2004-2005 - 3-1076

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Amendements.

N° 6 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 17 mars 2005.

## Nota's

## (1) Documenten

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Zitting 2004/2005 - 51-1599

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 3 maart 2005.

Documenten

Senaat :

Zitting 2004/2005 - 3-1076

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Amendementen.

Nr. 6 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 17 maart 2005.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1321

[C — 2005/09427]

## 3 MAI 2005. — Loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générale**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## CHAPITRE II. — Modifications de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité

**Art. 2.** L'intitulé de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité est remplacé par l'intitulé suivant : « Loi relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité ».**Art. 3.** A l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 17 janvier 2003, les mots « et de celles de la Cellule de traitement des informations financières » sont remplacés par les mots « , de celles de la Cellule de traitement des informations financières et de celles des membres de l'organe de recours visé par la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité. »**Art. 4.** Un chapitre IIIbis, comprenant les articles 22bis à 22sexies est inséré dans la même loi :

« Chapitre IIIbis — Des attestations de sécurité et des avis de sécurité

**Art. 22bis.** — Dans les cas où une habilitation de sécurité n'est pas requise pour l'accès d'une personne aux locaux, bâtiments ou sites dont il est question à l'article 8, alinéa 2, l'autorité visée par cette disposition peut imposer la possession d'une attestation de sécurité.Les autorités publiques ayant des compétences en matière de sécurité, désignées par le Roi peuvent, pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de protection de l'intégrité physique des personnes présentes, soumettre l'accès d'une personne pour une durée limitée à des locaux, bâtiments ou sites liés à des fonctions d'autorité publique ou à un événement déterminé national ou international, diplomatique ou protocolaire, à la possession d'une attestation de sécurité dans le cas où il existe une menace potentielle au sens de l'article 8, 1<sup>o</sup>, de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité. La décision de cette autorité publique est motivée et portée à la connaissance de l'autorité visée à l'article 22ter et des organisateurs

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1321

[C — 2005/09427]

## 3 MEI 2005. — Wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen

**Art. 2.** Het opschrift van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen wordt vervangen als volgt : « Wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen ».**Art. 3.** In artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 januari 2003, worden de woorden « en die van de Cel voor financiële informatieverwerking » vervangen door de woorden « , die van de Cel voor financiële informatieverwerking en die van de leden van het beroepsorgaan zoals bedoeld in de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen. »**Art. 4.** In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, bestaande uit de artikelen 22bis tot 22sexies :

« Hoofdstuk IIIbis — Veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen

**Art. 22bis.** — In de gevallen waarin geen veiligheidsmachtiging vereist is voor de toegang van een persoon tot lokalen, gebouwen of terreinen waarvan sprake in artikel 8, tweede lid, kan de overheid bedoeld door die bepaling het bezit van een veiligheidsattest verplicht stellen.De door de Koning aangewezen publieke overheden die over bevoegdheden in het kader van de veiligheid beschikken, kunnen, voor redenen van openbare orde, veiligheid of de bescherming van de fysieke integriteit van de aanwezige personen, beslissen dat de toegang van een persoon voor beperkte duur tot lokalen, gebouwen of terreinen die een band hebben met functies van publieke overheden of tot een welbepaald nationaal of internationaal, diplomatiek of protocolair evenement, afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een veiligheidsattest in geval van een mogelijke dreiging zoals voorzien in artikel 8, 1<sup>o</sup>, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst. De beslissing van deze publieke

de l'événement ou des responsables des locaux, des bâtiments ou des sites, selon les modalités et les délais fixés par le Roi. Les organisateurs ou les responsables donnent connaissance à toutes les personnes concernées de la décision motivée, selon les modalités définies par le Roi. Ils transmettent immédiatement les données suivantes à l'autorité visée à l'article 22ter :

a) l'identité des personnes qui devront avoir accès, cette identité comprenant au moins le nom, le ou les prénoms, la date de naissance, la nationalité, l'adresse et, le cas échéant, le numéro du registre national;

b) l'adresse, le numéro de télécopieur ou l'adresse de courrier électronique des personnes auxquelles la décision éventuelle de refus d'attestation devra être notifiée.

Art. 22ter. — L'autorité de sécurité visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, est compétente pour délivrer ou retirer les attestations de sécurité.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les autorités suivantes peuvent exercer cette compétence, en ce qui concerne l'accès aux locaux, bâtiments ou sites placés sous leur responsabilité ou pour les événements qu'elles organisent elles-mêmes :

- 1° le président de l'Autorité nationale de Sécurité;
- 2° l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat ou un fonctionnaire de niveau 1 délégué par lui;
- 3° le chef du Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées, ou un officier supérieur délégué par lui;
- 4° le directeur général de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire ou un fonctionnaire de niveau 1 délégué par lui;
- 5° le commissaire général de la police fédérale ou un officier délégué par lui ainsi que le chef du corps de la police locale ou un officier délégué par lui;
- 6° le directeur général de la Direction générale du Centre de crise du Service public fédéral de l'Intérieur ou un fonctionnaire de niveau 1 délégué par lui.

Chacune de ces autorités tient un registre des vérifications de sécurité qu'elle a effectuées ainsi que des décisions qu'elle a prises. Les données insérées dans ce registre ainsi que la durée de leur conservation sont déterminées par le Roi moyennant un avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 22quater. — L'attestation de sécurité est délivrée sur la base d'une vérification de sécurité effectuée sous la responsabilité de l'autorité visée à l'article 22ter. La validité de l'attestation de sécurité est limitée à la durée pour laquelle elle a été sollicitée. Les décisions de refus et de retrait sont motivées conformément à l'article 22, alinéa 5, et notifiées à la personne concernée par l'intermédiaire de l'officier de sécurité compétent, ou, à défaut de celui-ci, directement à cette personne.

Le Roi fixe les délais et les modalités de notification et de délivrance des attestations de sécurité.

Art. 22quinquies. — § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des cas dans lesquels des lois particulières prévoient la consultation d'un service de renseignement, de sécurité ou de police, une autorité administrative peut décider qu'une vérification de sécurité visée à l'article 22sexies soit au préalable réalisée par l'autorité mentionnée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, pour autoriser l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission ou d'un mandat, pour autoriser l'accès à des locaux, bâtiments ou sites, ainsi que pour l'obtention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation.

Cette décision ne peut être prise que lorsque l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission, d'un mandat ou l'accès à des locaux, des bâtiments, des sites, ou la détention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation peut, par un usage inapproprié, porter atteinte à la défense de l'intégrité du territoire national et des plans de défense militaire, à l'accomplissement des missions des forces armées, à la sûreté intérieure de l'Etat, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, à la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, à la sûreté extérieure de l'Etat et aux relations internationales de la Belgique, au potentiel scientifique et économique du pays, à la sécurité des ressortissants belges à l'étranger ou au fonctionnement des organes décisionnels de l'Etat.

La décision de l'autorité administrative est motivée et portée à la connaissance de l'autorité visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que des personnes concernées. La notification à ces dernières a lieu au plus tard au moment où elles se portent candidates à une profession, une fonction, une mission ou un mandat, ou introduisent une demande

overheid wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de overheid bedoeld in artikel 22ter en van de organisatoren van het evenement of van de verantwoordelijken voor de lokalen, gebouwen of terreinen, volgens de nadere regels en binnen de termijnen bepaald door de Koning. De organisatoren of de verantwoordelijken brengen alle betrokken personen op de hoogte van de met redenen omklede beslissing volgens de nadere regels bepaald door de Koning. Zij zenden onmiddellijk volgende gegevens over aan de overheid bedoeld in artikel 22ter :

a) de identiteit van de personen die toegang zouden moeten krijgen; deze identiteit omvat ten minste de naam, de voornaam of voornamen, de geboortedatum, de nationaliteit, het adres en, in voorkomend geval, het nummer van het rijksregister;

b) het adres, faxnummer of elektronisch postadres van de personen aan wie de eventuele beslissing tot weigering van het attest ter kennis zal worden gebracht.

Art. 22ter. — De veiligheids-overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, is bevoegd om de veiligheidsattesten af te leveren of in te trekken.

In afwijking van het eerste lid kunnen de volgende overheden deze bevoegdheid uitoefenen wanneer het de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen betreft waarvoor zij verantwoordelijk zijn of wanneer het evenementen betreft die zijzelf organiseren :

- 1° de voorzitter van de Nationale Veiligheids-overheid;
- 2° de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat of een door hem aangewezen ambtenaar van niveau 1;
- 3° de chef van de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht, of een door hem aangewezen hoofdofficier;
- 4° de directeur-generaal van het Federaal Agentschap voor nucleaire controle of een door hem aangewezen ambtenaar van niveau 1;
- 5° de commissaris-generaal van de federale politie of een door hem aangewezen officier evenals de korpschef van de lokale politie of een door hem aangewezen officier;
- 6° de directeur-generaal van de Algemene Directie Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken of een door hem aangewezen ambtenaar van niveau 1.

Elk van deze overheden houdt een register bij van de door haar verrichte veiligheidsverificaties en de genomen beslissingen. De in dit register opgenomen gegevens en hun bewaartijd worden bepaald door de Koning na advies van de Commissie tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 22quater. — Het veiligheidsattest wordt afgeleverd op basis van een veiligheidsverificatie uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de overheid bedoeld in artikel 22ter. Het veiligheidsattest is slechts geldig voor de duur waarvoor het werd aangevraagd. De weigeringsbeslissingen en de intrekkingen worden overeenkomstig artikel 22, vijfde lid, met redenen omkleed en aan de betrokken persoon ter kennis gebracht via de bevoegde veiligheids-officier of, indien er geen is, rechtstreeks aan deze persoon.

De Koning bepaalt de termijnen en de nadere regels voor de kennisgeving en van de afgifte van de veiligheidsattesten.

Art. 22quinquies. — § 1. Behoudens in die gevallen waarin bijzondere wetten voorzien in de raadpleging van een inlichtingen-, veiligheids- of politiedienst, kan een administratieve overheid, voorafgaandelijk, beslissen dat voor de toelating tot de uitoefening van een bepaald beroep, functie, opdracht of mandaat, of voor de toelating tot de toegang tot bepaalde lokalen, gebouwen of terreinen, evenals voor het bezit van een bepaalde vergunning, licentie of toelating een in artikel 22sexies bedoelde veiligheidsverificatie wordt uitgevoerd door de overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid.

Deze beslissing kan slechts genomen worden wanneer de uitoefening van een beroep, een functie, een opdracht of mandaat, of de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of van het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating door een niet-geëigend gebruik schade kan toebrengen aan de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied en van de militaire defensieplannen, de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen van België, het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land, de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland of de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat.

De beslissing van de administratieve overheid wordt met redenen omkleed en ter kennis gebracht van de overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, en van de betrokken personen. De kennisgeving aan de betrokken personen gebeurt ten laatste op het moment dat zij zich kandidaat stellen voor een beroep, een functie, een opdracht of

d'accès à des locaux, bâtiments ou sites, ou pour l'obtention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation.

L'autorité visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, transmet son avis de sécurité motivé à l'autorité administrative qui l'a sollicité.

En l'absence d'avis dans le délai prescrit, l'autorité administrative met l'autorité de sécurité en demeure de délivrer l'avis dans le délai qu'elle fixe. Le défaut de réponse à l'expiration de ce nouveau délai équivaut à un avis de sécurité positif.

Lorsque l'avis de sécurité est négatif, l'autorité administrative qui l'a sollicité doit communiquer cet avis, motivé conformément à l'article 22, alinéa 5, à la personne concernée par une lettre recommandée à la poste, accompagné le cas échéant de sa proposition de décision.

§ 2. L'autorité visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, peut émettre ultérieurement un nouvel avis sur la base des données et informations visées à l'article 22sexies. Elle le communique à l'autorité administrative compétente, qui peut prendre une nouvelle décision.

La personne concernée peut à tout moment faire savoir par écrit à l'autorité administrative compétente qu'elle ne souhaite plus faire l'objet d'une vérification de sécurité. L'autorité administrative compétente en informe l'autorité visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup> et peut prendre une nouvelle décision.

§ 3. Les modalités et les différents délais visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont déterminés par le Roi.

Art. 22sexies. — § 1<sup>er</sup>. La vérification de sécurité consiste en la consultation et l'évaluation des données visées à l'article 19, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, des informations rassemblées dans le cadre de la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998 et communiquées par les services de renseignement et de sécurité ainsi que des données judiciaires, communiquées par les services de police, moyennant autorisation des autorités judiciaires compétentes.

Lorsque la personne pour laquelle la vérification de sécurité est requise, réside, transite ou séjourne à l'étranger, ou y a résidé, transité ou séjourné, l'Autorité nationale de Sécurité peut solliciter les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> auprès des services compétents du pays concerné.

Dans les cas où, en vertu de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, la Ministre de la Justice détient en premier ressort le pouvoir de délivrer des autorisations de détention et des permis de port d'armes, la vérification de sécurité consiste également en l'évaluation des renseignements judiciaires transmis par le ministère public ainsi que des informations relatives à l'intéressé transmises par les services compétents dépendant du Ministre de l'Intérieur.

Si elle le juge utile pour l'analyse d'un dossier, l'autorité visée à l'article 22ter peut, dans les limites de l'alinéa 1<sup>er</sup>, exiger la communication d'informations complémentaires.

L'ensemble de ces données constitue le dossier de vérification.

§ 2. L'autorité visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, peut refuser de donner suite à une décision d'exécuter des vérifications de sécurité lorsqu'elle est d'avis que ces vérifications ne sont pas justifiées par un des intérêts visés respectivement aux articles 22bis, alinéa 2 et 22quinquies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Les décisions de refus sont notifiées, selon les modalités et dans les délais fixés par le Roi, aux autorités visées par les articles 22bis et 22quinquies, aux organisateurs de l'événement ou aux responsables des locaux, bâtiments ou sites, et aux personnes concernées. »

Art. 5. Dans l'article 23 de la même loi, les mots « les membres de l'autorité de sécurité visée à l'article 15, le personnel affecté à l'exercice de sa mission » sont remplacés par les mots « les membres des autorités visées aux articles 15, 22ter et 22quinquies, le personnel affecté à l'exercice de leurs missions ».

Art. 6. Un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré à l'article 25 de la même loi :

« Sauf lorsque les raisons pour lesquelles il a été constitué sont toujours d'actualité et que sa conservation reste dès lors impérative, le dossier de vérification de sécurité est détruit dès l'expiration de la validité de l'attestation de sécurité ou de la décision de l'autorité administrative visée à l'article 22quinquies ou, en cas de refus d'attestation ou de décision négative de l'autorité administrative, dès que ce

mandaat, of een aanvraag indienen voor toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of voor het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating.

De overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, maakt haar met redenen omkleed veiligheidsadvies over aan de administratieve overheid die hierom verzocht.

Indien binnen de voorgeschreven termijn geen advies werd verleend, stelt de administratieve overheid de veiligheidsoverheid in gebreke om een advies te verlenen binnen de termijn die zij bepaalt. Indien bij het verstrijken van de termijn geen antwoord werd gegeven, wordt het veiligheidsadvies geacht positief te zijn.

Indien het veiligheidsadvies negatief is, moet de administratieve overheid die erom verzocht heeft, dit advies, met redenen omkleed overeenkomstig artikel 22, vijfde lid, in voorkomend geval samen met haar voorstel van beslissing, aan de betrokken persoon meedelen bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. De overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, kan later een nieuw advies uitbrengen op basis van gegevens en inlichtingen zoals bedoeld in artikel 22sexies. Zij deelt dit advies mee aan de bevoegde administratieve overheid die een nieuwe beslissing kan nemen.

De betrokken persoon kan aan de bevoegde administratieve overheid op ieder moment schriftelijk te kennen geven dat hij niet langer het voorwerp wil uitmaken van een veiligheidsverificatie. De bevoegde administratieve overheid brengt dit ter kennis van de overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, en kan een nieuwe beslissing nemen.

§ 3. De nadere regels en de diverse termijnen bedoeld in de §§ 1 en 2 worden door de Koning bepaald.

Art. 22sexies. — § 1. De veiligheidsverificatie bestaat uit de consultatie en de evaluatie van de gegevens bedoeld in artikel 19, tweede lid, 1<sup>o</sup>, uit de in het kader van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten verzamelde inlichtingen die overgezonden worden door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten evenals de gerechtelijke gegevens die door de politiediensten worden overgezonden middels toelating van de bevoegde gerechtelijke overheden.

Wanneer de persoon voor wie de veiligheidsverificatie vereist is, in het buitenland zijn woonplaats heeft, er op doorreis is of er verblijft, of er gewoon heeft, er op doorreis is geweest of verbleven heeft, kan de Nationale Veiligheidsoverheid de informatie bedoeld in het eerste lid opvragen bij de bevoegde diensten van het betrokken land.

In de gevallen waarin de Minister van Justitie krachtens de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie in eerste instantie over de bevoegdheid beschikt om wapenvergunningen of wapendrachtvergunningen af te leveren, bestaat de veiligheidsverificatie daarenboven uit de evaluatie van de door het openbaar ministerie overgezonden gerechtelijke informatie en van de door de bevoegde diensten die afhangen van de Minister van Binnenlandse Zaken, overgezonden informatie betreffende de betrokkene.

Indien zij het nuttig acht voor de analyse van een dossier kan de in artikel 22ter bedoelde overheid, binnen de limieten van het eerste lid van deze paragraaf, mededeling eisen van aanvullende informatie.

Deze gegevens vormen samen het verificatiedossier.

§ 2. De overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, kan weigeren in te gaan op een beslissing om veiligheidsverificaties uit te voeren indien zij van oordeel is dat deze verificaties niet gerechtvaardigd zijn vanuit een van de belangen opgesomd respectievelijk in artikel 22bis, tweede lid en artikel 22quinquies, § 1, eerste lid.

De weigeringsbeslissingen worden volgens de nadere regels en binnen de termijnen bepaald door de Koning, ter kennis gebracht van de overheden bedoeld in de artikelen 22bis en 22quinquies, van de organisatoren van het evenement of van de verantwoordelijken van de lokalen, gebouwen of terreinen en van de betrokken personen. »

Art. 5. In artikel 23 van dezelfde wet worden de woorden « De leden van de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15, het personeel belast met de uitvoering van haar opdracht » vervangen door de woorden « De leden van de overheden bedoeld in de artikelen 15, 22ter en 22quinquies, het personeel belast met de uitvoering van hun opdrachten ».

Art. 6. Art. 25 van dezelfde wet wordt aangevuld met een nieuw lid dat luidt als volgt :

« Behalve wanneer de redenen waarom het verificatiedossier werd samengesteld nog steeds bestaan en dat haar bewaring dus geboden blijft, wordt het dossier vernietigd zodra de geldigheid van het veiligheidsattest verloopt of zodra de beslissing van de administratieve overheid zoals bedoeld in artikel 22quinquies verloopt of, in het geval dat het attest geweigerd wordt of de administratieve overheid een

refus ou cette décision ont acquis un caractère définitif. »

### CHAPITRE III. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 7.** A l'article 3, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifié par la loi du 11 décembre 1998, les mots « l'Autorité de Sécurité » sont remplacés par les mots « les autorités visées aux articles 15, 22<sup>ter</sup> et 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité et l'organe de recours créé par la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité ».

**Art. 8.** Cette loi n'est appliquée qu'aux vérifications de sécurité qui sont demandées à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Le Roi désigne les diverses autorités qui seront compétentes jusqu'au 31 décembre 2006 pour exécuter les vérifications de sécurité et délivrer les attestations et les avis de sécurité.

**Art. 9.** A l'exception de l'article 1<sup>er</sup> et du présent article, la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi est fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEEL

Le Ministre des Affaires étrangères,  
K. DE GUCHT

Le Ministre de la Défense,  
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

#### Documents

Chambre des représentants :

Session 2004-2005 - 51-1598

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Avis de la Commission de la protection de la vie privée.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral* : 3 mars 2005

#### Documents

Sénat

Session 2004/2005 - 3-1075

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Décision de ne pas amender.

*Annales du Sénat* : 17 mars 2005.

negatieve beslissing neemt, vanaf het ogenblik dat deze weigering of deze beslissing een definitief karakter verkrijgen. »

### HOOFDSTUK III. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 7.** In artikel 3, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, gewijzigd bij wet van 11 december 1998, worden de woorden « de Veiligheidsautoriteit » vervangen door de woorden « de overheden bedoeld in de artikelen 15, 22<sup>ter</sup> en 22quinquies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen en het beroepsorgaan opgericht bij wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen ».

**Art. 8.** Deze wet is alleen van toepassing op de veiligheidsverificaties die aangevraagd worden vanaf de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

De Koning wijst de verschillende overheden aan die tot 31 december 2006 bevoegd zullen zijn om de veiligheidsverificaties uit te voeren en veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen af te leveren.

**Art. 9.** Met uitzondering van de artikelen 1 en 9 bepaalt de Koning voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAEEL

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
K. DE GUCHT

De Minister van Landsverdediging,  
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

#### Documenten

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Zitting 2004/2005 - 51-1598

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal Verslag* : 3 maart 2005.

#### Documenten

Senaat

Zitting 2004/2005 - 3-1075

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Beslissing om niet te amenderen.

*Handelingen van de Senaat* : 17 maart 2005.